

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL N° 101 SEPT 82 / 3ff./30fb./2fs./0.70 cts. can.

terrorisme-anti-terrorisme deux armes au service de l'Etat

Les actes terroristes n'ont jamais été une menace contre l'ordre de choses existant. Par contre, ils ont toujours servi de justification à l'accentuation de la terreur, des coups portés à la condition ouvrière, de la présence policière, ou à la guerre.

Si la bourgeoisie se vautre dans le spectacle des corps mutilés dans les attentats, ce n'est pas parce qu'elle a peur du terrorisme.

Si les médias ont bombardé les images des dernières vagues d'attentat, en France et dans le monde, à la suite de celles de la guerre des Malouines, le tout sur fond des massacres au Moyen-Orient, c'est que la bourgeoisie cherche à répandre dans les populations un sentiment d'insécurité, pour qu'elles acceptent comme une nécessité évidente le renforcement policier, qu'elles oublient d'où vient la véritable angoisse : celle de l'enlèvement de la société dans la crise généralisée.

Les attentats tombent vraiment trop bien :

-que ce soit pour justifier l'intervention d'Israël au Liban, avec l'assassinat de l'ambassadeur d'Israël en Grande-Bretagne.

-que ce soit toujours en Grande-Bretagne pour rétablir l'ordre après les grèves du printemps et de l'été.

-En France, avec les derniers attentats terroristes et l'anti-terrorisme qui a suivi, le gouvernement socialiste a réussi le tour de force de justifier à la fois la guerre, sa participation à la guerre et surtout à donner de lui une image énergique alors qu'il se trouve dans une situation pour le moins difficile. Avec le terrorisme et l'anti-terrorisme c'est la guerre que la bourgeoisie justifie et l'ordre social musclé comme seules réponses à la crise généralisée de l'exploitation, du salariat.

Avec l'anti-terrorisme, la peur qu'elle inocule devient son seul argument ; avec le terrorisme et l'anti-terrorisme, c'est la terreur d'Etat qui s'impose. (suite page 4)

editorial

La crise économique n'est qu'un résultat de la crise historique du système social et mondial dominant de l'Est à l'Ouest. Cette crise économique n'a pas pour cause une simple "desorganisation passagère" des rouages économiques, mais la crise profonde d'un rapport social d'exploitation qui a New-York comme à Moscou est fondé sur le salariat, le commerce et la division du monde en nations.

Dans cette mesure, la crise économique contient autre chose que la misère, autre chose que la lutte de tous contre tous et le militarisme qui l'accompagne. Elle contient une autre alternative, dans les idées comme dans les actes, elle contient la remise en cause radicale des fondements de l'ordre social et mondial actuel, son dépassement historique. C'est cette autre alternative que, depuis des mois, la bourgeoisie mondiale s'emploie à contenir, à éviter. Jusqu'à maintenant, elle n'a fait qu'en repousser les échéances alors que la crise économique mondiale avance, elle, inexorablement, brisant impitoyablement toutes les digues construites pour s'en protéger, balayant tous les mensonges d'un avenir meilleur qui justifie les sacrifices présents.

Cette crise apparaît comme bien plus forte et bien plus profonde que celle des années 30, les chiffres vertigineux du chômage qui atteignent et dépassent même ceux atteints dans les années 30, alors que le plus fort de la crise est encore devant nous l'illustre particulièrement.

Quand pour la première fois depuis 1929, une économie du bloc occidental s'effondre comme c'est le cas de l'économie mexicaine, c'est plus qu'un signe des temps, c'est l'expression directe que dans sa chute dans la dégénérescence, le capitalisme a franchi un pas qualitatif extrêmement grave et cela, même si le Mexique est une nation de second ordre.

L'endettement, cause directe de cet effondrement, n'est pas le seul fait du capital mexicain, ni des économies des pays sous-développés, mais la situation généralisée du capitalisme mondial qui dans sa fuite en avant n'a trouvé comme palliatif que l'endettement, qu'il prenne la forme de l'inflation, de la dette publique, ou du déficit budgétaire... Quand les taux d'intérêts baissent aux USA comme c'est

le cas aujourd'hui, ce n'est pas l'amorce "d'une reprise de l'activité économique", mais, comme le dit elle-même la banque mondiale dans son rapport sur la situation internationale :

"Il ne fait guère de doute que, en attendant sa traditionnelle rigueur, la FED se sent surtout tenue d'apporter une bouffée d'oxygène au rythme bancaire après les nombreuses faillites qu'il a connues depuis le début de l'année." ("Le Monde" du 28 août 82)

Que ce soit dans les pays "sous-développés" ou dans les pays "avancés", la situation et les conditions de vie de la classe ouvrière tendent partout à s'unifier.

"Le nombre des américains situés en dessous du seuil de pauvreté a atteint, en 1981, 31,8 millions de personnes, contre 26 millions en 1978 et 29,3 millions en 1980" ("Libération" du 20 août 82)

Plus la crise est profonde, et plus la bourgeoisie mondiale à l'Est comme à l'Ouest, s'arme. Si le poids de l'armement dans tous les budgets nationaux est lui-même un très important facteur de l'aggravation de la crise économique, cela ne montre qu'une chose : que face à la faillite de son système mondial, la bourgeoisie mondiale n'a pas le choix : elle est contrainte de s'engager dans la voie militaire et guerrière.

La profondeur et la gravité des éléments qui font de la guerre mondiale un réel danger directement tangible au travers de la profondeur de la crise, des antagonismes entre les blocs de nations, du niveau quantitatif et qualitatif absolument vertigineux atteint par l'armement mondial ne doivent pas faire oublier que les conditions objectives fondamentales ne sont pas en elles-mêmes suffisantes pour que les conflits militaires encore localisés se généralisent à l'ensemble de la planète en un troisième conflit mondial.

L'adhésion des populations du monde entier, en particulier dans les pays industrialisés, au travers d'un embrigadement idéologique quelconque à cette

option constitue la seconde condition, la condition subjective fondamentale pour qu'une telle possibilité devienne réalité.

Le développement et l'accumulation accélérée des conditions objectives qui poussent l'humanité à s'auto-détruire illustrent en négatif cette impossibilité actuelle. Si la guerre était possible, elle aurait déjà eu lieu.

Les occasions n'ont pas manqué dans le passé, et aujourd'hui encore la guerre du Liban, la situation générale au Moyen-Orient, après l'invasion de l'Afghanistan par la Russie, le surarmement accéléré des deux blocs aurait très bien pu dans une autre situation historique déboucher sur une troisième guerre mondiale.

(suite page 5)

sommaire

FRANCE : comment la gauche a sévi depuis 1968.....	p.3
TERRORISME : la bombe de l'Etat (Bilan 1937).....	p.5
MOYEN ORIENT : la stratégie du bloc occidental.....	p.6
UNITE DE LA BOURGEOISIE : Face à l'effondrement de son système, la bourgeoisie resserre les rangs.....	p.8

FRANCE

la bourgeoisie en position de faiblesse >>> p.2

LA BOURGEOISIE EN POSITION DE FAIBLESSE

(2ème partie)

Dans l'article précédent, nous avons montré quelles étaient les faiblesses particulières de la bourgeoisie en France par rapport aux autres pays développés (poids du secteur agricole, difficultés de la "décolonisation", rigidité des institutions) et défini les caractéristiques de l'appareil politique des Etats les plus forts dans le contrôle de la société (RFA, GB, USA...). Dans cet article, après avoir précisé en comparaison, les faiblesses propres de l'appareil politique français, il s'agit de comprendre comment cet ensemble de faiblesses se répercute sur la lutte qui se mène entre les forces bourgeoises et les forces révolutionnaires en germe dans la société.

Ces faiblesses ont contribué à ce que la France connaisse, lors de la vague de lutte de la fin des années 60, le mouvement le plus massif. Aujourd'hui, avec la venue de la gauche au pouvoir, la bourgeoisie s'est à nouveau mise dans de mauvaises conditions pour affronter la classe ouvrière, dans une situation autrement plus tendue. Dans le contexte actuel, la situation en France présente à nouveau des caractéristiques telles que les enseignements qu'elle peut donner soient une aide puissante au passage du combat de la classe ouvrière à un autre stade, avec la perte des dernières illusions, telles que les mouvements ouvriers à venir devraient être une formidable contribution au développement d'une lutte internationale.

Contrairement aux autres pays avancés, la France ne dispose pas d'un appareil politique comportant les caractéristiques que nous avons définies (voir article précédent). Au lieu d'une ré-

L'INADAPTATION DE LA DROITE

Pour la droite, la division de ses forces ne fut pas un handicap aux heures de gloire du gaullisme : "l'homme providentiel" et son successeur Pompidou avaient réussi à faire autour d'eux et de leur parti une unité suffisante pour s'assurer une majorité confortable tout en reléguant à un rôle de second plan les secteurs du centre qui s'étaient maintenus dans l'opposition (chrétiens démocrates et radicaux de droite regroupés pour un temps en "réformateurs"). Mais ces heures de gloire ont connu leur fin avec l'entrée du capitalisme mondial dans sa crise économique aigüe et avec la reprise des mouvements sociaux à la fin des années 60.

L'aggravation des tensions impérialistes résultant de l'approfondissement de cette crise a conduit la bourgeoisie française à resserrer les rangs autour du chef de file américain et à abandonner les velléités "d'indépendance nationale" dont De Gaulle s'était fait le champion. L'élection de Giscard en 74 au détriment du candidat gaulliste Chaban Delmas et l'entrée de la totalité du centrisme au gouvernement à la suite de cette élection, étaient les expressions les plus significatives de ce réaligement de la bourgeoisie française. Cependant, la présence au sein du même gouvernement de toutes les forces de droite n'allait pas permettre leur unification, même si les désaccords en politique internationale qui les avaient longtemps opposés tendaient à disparaître avec l'alignement des gaullistes sur des positions beaucoup plus pro-américaines. Les caractéristiques qui avaient empêché la constitution en France d'une droite du type de celle des autres pays développés ont contribué à peser, perpétuant l'existence d'une droite à plusieurs composantes. C'est ainsi qu'à partir de 1976, avec la démission de Chirac de son poste de premier ministre, le conflit s'est aggravé entre les deux grandes composantes de la majorité de droite. Les questions de politique extérieure étaient devenues secondaires dans ces divisions. En réalité, Chirac représentait une orientation de politique économique et avait derrière lui des secteurs de la bourgeoisie qui avaient tenu le haut du pavé au moment du grand boom des années 60 au cours duquel l'expansion débridée du crédit et la spéculation (notamment immobilière) battaient leur plein. La politique de Barre, adaptée aux nouvelles nécessi-

L'INADAPTATION DE LA GAUCHE

La composition de l'appareil politique de gauche, héritée en grande partie de la seconde guerre mondiale, est une autre expression de la faiblesse de la bourgeoisie française. Cette faiblesse est d'autant plus importante qu'elle se situe au niveau des forces d'encadrement de la classe ouvrière (PC-PS) et s'est révélée dans toute son ampleur aux premiers ressurgissements de mouvements sociaux, avec mai 68.

Jusqu'à ce moment-là, en effet, la

partition entre deux grandes formations dominantes, on trouve ici depuis la seconde guerre quatre tendances : le gaullisme, le centrisme, la social-démocratie et le stalinisme.

tés dictées par la crise, prenait le contre-pied de cette orientations, notamment avec l'abandon de la "relance Chirac" destinée en son temps, via des injections budgétaires de capitaux dans l'économie, à sortir celle-ci de la récession de 74-75. Avec Barre, "l'austérité" avait remplacé la "relance" : un des premiers de tous les grands pays occidentaux, le gouvernement français rejetait la politique néo-keynésienne qui avait fait les belles heures de la période de reconstruction (notamment de la période gaulliste), pour inaugurer une politique beaucoup plus restrictive sur le plan du crédit. En même temps qu'elle visait à restreindre la consommation de la classe ouvrière, cette politique s'attaquait à la fuite en avant inflationniste, de même qu'aux secteurs les moins compétitifs du capital national ("les canards boiteux" comme disait Barre). Bien qu'inspirée par le souci de défendre du mieux possible les intérêts d'ensemble de la bourgeoisie nationale, cette politique ne manquait pas de léser des secteurs importants de celle-ci qui avaient été beaucoup plus à la fête auparavant. Ces secteurs avaient trouvé en Chirac qui venait de prendre d'assaut le parti gaulliste le porte-parole musclé de leurs revendications et à mesure que se renforçait l'orientation suivie par Barre, s'aggravait le différent entre le RPR et l'UDF.

De plus, ces antagonismes étaient exacerbés par la frustration du personnel gaulliste habitué depuis 15 années à une situation dominante dans les rouages du pouvoir et qui en était progressivement écarté par Giscard.

Ainsi, alors que les deux grandes questions que la bourgeoisie mondiale confrontait (la guerre et les mouvements sociaux) se posaient de plus en plus fortement, les forces de droite se sont présentées divisées, sur des problèmes secondaires de gestion, aux élections présidentielles de 1981... et les ont perdues.

Dans les pays avancés, les conflits entre cliques, qui existent de façon permanente dans la vie politique bourgeoise, sont en général contenus au sein des grandes formations. En France, en mai 81, ces conflits, résultat des anachronismes et de tout un passé de convulsions de la bourgeoisie française, ont échappé au contrôle de celle-ci et l'ont placée dans la situation de faiblesse que l'on sait.

gauche était caractérisée en France par l'existence d'un PC "fort" et d'une social-démocratie inopérante (depuis la seconde guerre mondiale et ce renforcé par l'enlèvement de la SFIO dans la question de la guerre d'Algérie).

L'importance du PCF en France est à la fois une expression d'arriération de la vie politique de ce pays et un handicap pour sa bourgeoisie.

En effet, l'existence d'un parti stalinien fort est en général le propre des pays arriérés, comme ceux du Tiers-Monde ou faiblement développés comme ceux d'Europe du Sud (Italie, Grèce, Portugal, Espagne... et France).

Les pays les plus développés, comme ceux d'Europe du Nord, ont des partis "communistes" réduits à la portion congrue (sans parler des USA où le PC est une sorte de secte folklorique).

A grands traits, ce phénomène s'explique par le fait que si la tendance au capitalisme d'Etat est une donnée universelle de la période de décadence du mode de production capitaliste, elle s'exprime de façon différente selon les pays : fusion progressive entre capital privé et capital d'Etat dans les pays où la bourgeoisie est la plus forte, convulsions brutales pouvant déboucher sur des étatisations beaucoup plus complètes de l'économie et une élimination sanglante des secteurs privés, là où la bourgeoisie classique est la plus faible. C'est en général à la Social-Démocratie, et même aux partis de droite, qu'il appartient de mettre en oeuvre les orientations et les méthodes du premier type. Par contre les mesures et méthodes du second type, trouvent dans les partis stalinien des défenseurs les plus résolus. Par conséquent, bien que de telles mesures ne soient pas forcément nécessaires au capitalisme dans les pays européens moins développés, la faiblesse plus grande de la bourgeoisie privée s'y exprime, entre autres, par l'existence de partis stalinien plus puissants que dans les pays les plus avancés.

Dans un pays d'Europe occidentale, l'existence d'un parti stalinien puissant (qui a pour corollaire, la faiblesse de la Social-Démocratie), constitue un handicap, dans la mesure où la bourgeoisie locale est obligée d'attri-

LES ENJEUX DE LA SITUATION ACTUELLE

L'importance des faiblesses de la bourgeoisie en France ne peut être perçue en elle-même. Ce qui les rend particulièrement dangereuses pour la bourgeoisie, c'est d'une part les caractéristiques de la classe ouvrière qu'elle confronte directement, et d'autre part le contexte mondial dans lequel se produit cette confrontation.

Ce qui fait la particularité de la France, c'est la conjonction de deux facteurs : la faiblesse de la bourgeoisie et la force du prolétariat.

C'est la conjonction de ces deux facteurs qui a fait que 68 a été une des plus fortes expressions de la première vague de mouvements sociaux qui a répondu aux débuts de la crise. Comme dans d'autres pays d'importance moindre, c'est en grande partie la répression aux débuts du mouvement, sans mystification suffisante, qui a provoqué une extension rapide : mais si au Mexique par exemple, cette même répression a provoqué une flambée du mouvement étudiant en 68, en France, le mouvement a été entraîné au-delà des limites du mouvement étudiant, vers la grève ouvrière la plus généralisée qu'on avait vu depuis la dernière vague révolutionnaire.

C'est que la classe ouvrière en France :

- se bat dans un pays central, la cinquième puissance économique mondiale.

- est concentrée dans deux centres industriels seulement (Région parisienne et Rhône-Alpes) à la différence même des autres pays développés où les centres industriels sont plus dispersés. Cette concentration géographique joue forcément dans l'ampleur des explosions sociales.

- a face à elle, un Etat qui apparaît de façon ultra-centralisée, sans intermédiaires locaux, régionaux ou fédéraux entre lui et les ouvriers.

- possède à la fois l'expérience de lutte la plus ancienne (voir les luttes de 1830, 1848 et la Commune de Paris en 1870) et la plus variée, en particulier en ce qui concerne les manœuvres de la gauche et des syndicats (voir arti-

buer la tâche fondamentale du contrôle de la classe ouvrière, à un parti peu fiable pour elle tant du point de vue de son programme économique que de ses options en politique internationale. Ce manque de fiabilité fait, entre autre, que la bourgeoisie répugne à appeler un tel parti au gouvernement, ce qui peut figer le jeu politique, sans possibilité d'alternance.

La bourgeoisie a pu réaliser l'importance d'un tel manque en Mai 68 : face aux mouvements sociaux, elle n'avait pas d'alternative de gauche à présenter qui soit susceptible de détourner la classe ouvrière vers le terrain électoral, vers des illusions de "réforme", vers la démocratie bourgeoise. Il lui manquait une force de gauche capable non seulement d'encadrer la classe ouvrière, mais répondant aux autres nécessités de politique intérieure (capitalisme d'Etat), et extérieure (alignement derrière les USA) de la bourgeoisie.

C'est seulement à partir de 1971, avec le Congrès d'Epinay, que la bourgeoisie française a commencé à se redonner une Social-Démocratie puissante, à l'image de celle des pays avancés d'Europe, que la France avait rejoint au cours des années 60. Le processus s'est poursuivi régulièrement pendant dix ans au cours desquelles le PS a d'abord supplanté le PCF sur le plan électoral et où la CFDT a rogné l'influence de la CGT sur le plan syndical.

Mais les résultats électoraux de Mai et Juin 81 ont interrompu ce processus même s'ils constituent apparemment un triomphe du PS, ils vont à terme l'affaiblir considérablement comme force d'encadrement de la classe ouvrière, puisque ce parti va supporter l'essentiel de l'impopularité résultant de la gestion de la crise. En quelques années sera ainsi anéanti le résultat de dix années d'efforts patients de la bourgeoisie française en vue de surmonter le poids des anachronismes qui pesaient sur elle.

cle ci-contre), et où l'écoeurnement de la "politique politicarde" a été le plus fort ces dernières années.

Toutes ces caractéristiques impriment nécessairement un caractère plus concentré, plus massif mais surtout plus politique aux luttes qui tendent à poser la question d'une alternative révolutionnaire face à l'Etat.

Aujourd'hui, la bourgeoisie en France en mettant au pouvoir la gauche, a fait une erreur qui doit avoir, dans le contexte actuel, bien plus de portée, de répercussions que ses faiblesses de 68.

La situation en France a plus de portée qu'en 68 du fait :

- du stade qu'a atteint la crise économique internationale : quinze ans d'enfoncement inexorable, ont sapé les illusions sur une crise de caractère "passager" qui puisse être compensé par une quelconque "réforme".

Dans les pays où la gauche est venue au pouvoir dans les années 70, elle a pu utiliser les dernières illusions sur la possibilité d'une meilleure gestion, contre les "mensonges de la droite prétextant une crise internationale". Aujourd'hui, l'érosion de la croyance dans cette issue, ajoutée à la brutalité nettement plus grande, des mesures que doivent nécessairement prendre les gouvernements, empêchent la gauche au pouvoir d'utiliser ce thème.

- de l'érosion générale des illusions sur le changement par le vote, sur la gauche, les syndicats et la démocratie en général.

C'est en réponse à cette érosion que, au niveau international, s'est manifestée une tendance très marquée à l'utilisation de "l'opposition" par la gauche : puisqu'il n'est plus possible de faire adhérer les ouvriers à un projet d'avenir, il s'agit surtout de les empêcher de voir clairement quelles sont ses possibilités pour lutter, pour garder un minimum d'efficacité aux syndicats et à la gauche, d'éviter que leur tâche de maintien de l'ordre apparaisse clairement.

(suite page 7)

COMMENT LA GAUCHE A SEVI DEPUIS 1968 : UNE EXPERIENCE POUR LES LUTTES FUTURES

L'exercice du pouvoir par le PS, flanqué de la collaboration "loyale" et constante du PC depuis plus d'un an, vient à l'encontre de tout un travail de sagesse patiemment accumulé durant plus de 10 ans.

Tout le crédit de la gauche qui reposait en France sur une double mystification : la prétention tant qu'elle était dans l'opposition à pouvoir "gérer autrement l'économie", à faire disparaître les maux de la crise et surtout celle d'apparaître comme "défenseur des classes laborieuses", est en passe de s'effondrer brutalement.

C'est là un élément déterminant pour les luttes du prolétariat en France dans les années qui viennent et qui risquent de peser lourd dans l'enjeu qui se dessine au cœur des pays industrialisés.

L'EXPERIENCE DE MAI 68

A l'issue de mai-juin 68, la question syndicale apparaît au cœur du mouvement ouvrier qui vient de ressurgir : les syndicats ont pu être contestés mais pas directement remis en cause par les 9 millions de salariés en grève.

Françon et Seguy, délégués de la CGT étaient hués à Renault-Billancourt et à plusieurs reprises, on entendait dans l'assemblée : "ils se foutent de notre gueule". Lors de la manifestation du stade Charlety, la démission de Seguy fut réclamée.

A Renault-Flins et à Peugeot-Sochaux, alors que le mouvement déclinaît et que la tendance à la reprise du travail se généralisait ailleurs, il y eut quelques résistances et les orientations syndicales provoquèrent des protestations d'ouvriers mais, à aucun moment, la structure syndicale elle-même ne sera remise en cause.

Depuis lors, le crédit syndical n'a fait que subir une lente mais sûre érosion dans la conscience ouvrière. La question syndicale, posée en filigrane tout au long de ces quatorze années d'expérience, est le point de départ prévisible des prochaines confrontations de classe en France.

Le développement des courants gauchistes en 68 et dans l'après 68, a pleinement joué une fonction nécessaire et non négligeable pour contrôler dans un cadre et sur un terrain bourgeois, beaucoup d'éléments qui tendaient précisément vers la remise en question des appareils de gauche et syndicaux.

Sur quel terrain s'est joué la récupération de 68 et sur quels obstacles s'est heurtée l'immaturation de ces luttes ? Le prolétariat s'est retrouvé face au mythe de l'autogestion, aux illusions de l'électoratisme qui devait mener à la constitution d'un gouvernement populaire, et enfin face aux problèmes d'organisation même des luttes ouvrières.

Le thème de l'autogestion fut notamment enfoncé comme cheval de bataille par la CFDT et s'est développé en 1973 autour de l'usine Lip de Besançon au bord de la faillite, qui fut présenté comme modèle, sous le slogan "on produit et on vend nous-même", thème de la gestion ouvrière d'une entreprise capitaliste. D'autres petites entreprises allaient suivre cet exemple (Teppaz, Everwear). L'usine Lip allait se trainer durant des années jusqu'au total émiettement et au chômage de ses ouvriers. Cependant les coups les plus durs portés au mythe de l'autogestion devaient venir d'une expérience plus large du prolétariat international (Portugal 75).

L'EXPERIENCE DU PROGRAMME COMMUN

Cependant c'est le thème de l'union populaire qui allait constituer le thème majeur des illusions répandues vers la classe ouvrière tout au long des années 70 et qui correspondait pour la bourgeoisie à la réponse à la grande frayeur qu'elle éprouva en Mai 68.

La bourgeoisie prit nettement conscience du danger que représentait, face à la menace prolétarienne naissante une gauche affaiblie et divisée. Le PS avait perdu depuis la IV^e République toute audience, et le PC était la seule force d'encadrement de la classe ouvrière.

Le Congrès d'Epinay voyait surgir un "nouveau" PS autour de Mitterrand, candidat malheureux des présidentielles de 65. Il réclamait "l'union des forces de gauche" qui ne tardait pas à déboucher entre PS et PC (qui voyait là une chance historique d'accéder à nouveau au gouvernement) sur un accord dès 1972 pour un gouvernement de programme commun.

A partir de là, la voie était tracée

pour rendre crédible et exploiter à fond le thème de l'union des forces populaires se plaçant

dans le cadre d'une alternance démocratique de gauche au pouvoir qui était à l'ordre du jour dans la plupart des pays occidentaux.

C'était en même temps lancer les ouvriers sur un terrain de dévoiement systématique : "ne luttons pas, votez !" Gauche et syndicats prennent de l'assurance et croient pouvoir rassurer l'ensemble de la bourgeoisie pour affirmer son contrôle sur la classe ouvrière : "si la gauche prend le pouvoir, nous ne déclencherons pas de grève sauvage (sic), nous n'occuperons pas les usines, la participation des syndicats à la gestion prendra un sens, nous demanderons simplement des lois pour appliquer les propositions du Programme Commun" (déclaration de Seguy à la presse en décembre 72) tandis que Marchais proclamait en Janvier 73 que "les ouvriers travailleraient davantage s'ils avaient un gouvernement dans lequel ils aient confiance".

La gauche avec l'aide précieuse et prépondérante des syndicats, réussit à contrôler la combativité ouvrière, l'orientant dans la perspective unique de prise du pouvoir par la gauche. C'est dans ce cadre, que la vague de grèves de 74/75, exprimée notamment à travers deux grandes concentrations ouvrières, les PTT et Renault, voit sa combativité canalisée par tous les moyens, pour les replacer dans l'orbite du Programme commun.

En Novembre 74, la grève des PTT déclenchée dans les centres de tri dura 6 semaines à partir des questions de salaire et de manque d'effectifs. A Renault, où le conflit se prolongea pendant 9 semaines en Février-Mars 75, c'était la remise en question par 100 000 ouvriers des salaires et des conditions de travail.

Les syndicats firent tout, surtout à Renault pour éviter à ce moment la paralysie de la production par des formes de luttes "spécifiques" : ralentissement des cadences, "grève de l'enthousiasme" et pour empêcher tout meeting important des grévistes en cloisonnant les ateliers, en mettant en avant des revendications par catégorie, en faisant obstacle à la communication entre les usines et en interdisant leur accès aux "éléments extérieurs". Ils purent : - présenter cette défaite (17 grévistes licenciés chez Renault) comme une victoire ouvrière.

- orienter la lutte par la division des méthodes syndicales ; la CFDT en appui du PS, apparaissant plus "radicale" que le PC qui appelait au sens des "responsabilités" des ouvriers. Un délégué CGT de Renault ne se félicitait-il pas en Avril 75 du fait "qu'il n'y a jamais eu de grèves générales, encore d'occupation d'usine à la Régie Renault" ?

- faire apparaître ces luttes comme un problème de gestion et de contrôle des ouvriers sur leur exploitation ; dans la grève des PTT, la lutte est détournée vers un battage "contre le démantèlement du service public".

Néanmoins, au milieu de l'amertume de la défaite, si les syndicats avaient préservé l'essentiel, des cartes syndicales furent déchirées.

Les autres grèves, dans la même période, (USINOR, SEITA, RATP, SNCF, EDF, Câbles de Lyon) furent menées sur le même modèle du cloisonnement de la lutte avec rien au bout sauf... la perspective de la gauche au pouvoir, même après l'échec de Mitterrand aux présidentielles de 74.

Mais édifiés par ces expériences sur le niveau de combativité de la classe, les syndicats allaient prendre les devants en 75/76, pour manifester leur omniprésence sur le terrain social en

multipliant les formes de dévoiement. Ce furent de longs défilés de manifestations-promenades, de "rallies des luttes", de journées d'action bidons, d'opérations "portes ouvertes" dans les usines occupées, de grèves tournantes de 24 ou 48 heures alors que les licenciements et les lock-out s'intensifiaient. Une des expressions les plus caricaturales de l'agitation manoeuvrière de cette période fut la façon dont les ouvriers du Parisien Libéré ont été trimbalés pendant 29 mois dans les manifestations les plus folkloriques (pique-nique sur le Chamo-de-Mars, etc).

PC et CGT intensifiaient leur propagande électoraliste (lutter pour la victoire du Programme Commun) et les thèmes nationalistes ("produire français et acheter français") tandis que la CFDT tentait de contrôler les secteurs les plus combattifs et les moins encadrés de la classe en les isolant du reste du prolétariat (travailleurs immigrés, nettoyeurs du métro, chômeurs).

Toute cette période se traduisit par le cloisonnement et l'éparpillement des luttes avec un battage énorme autour des thèmes de la défense de l'entreprise, de l'économie régionale, des intérêts nationaux bradés par la droite, jusqu'à ce que la question de la réactualisation du Programme Commun sur les groupes nationalisables mise en avant par le PC en septembre 77, débouche en mars 78 sur l'éclatement de l'Union de la Gauche qui avait accompli l'essentiel de sa tâche : le détournement du prolétariat de son terrain de classe et l'anesthésie de ses luttes.

On assistait au renversement total du langage et des perspectives de la gauche et de ses syndicats. Ils s'appliquent alors à isoler les fractions les plus combattives dans des actions minoritaires à Renault-Flins, Cléon, Berliet-Vénissieux, dans la grève des arsenaux ; à attiser les divisions syndicales de façon à laisser s'exprimer un syndicalisme "de base" pour mieux enfermer les luttes dans le carcan syndical ; à mener des campagnes du style "pour les 35 heures" et à proclamer de plus belle que la responsabilité de la crise incombe à la droite et au patronat tandis qu'ils multiplient les mouvements d'occupation stériles (Manufrance, Terrin, Boussac).

Cependant, il n'y a plus aucune stratégie globale apparente de la part de la gauche et des syndicats qui constatent une désaffection alarmante envers le syndicalisme et entreprennent de grandes campagnes de resyndicalisation.

L'EXPERIENCE DES LUTTES DE 79

Le débousolement et la désorientation des ouvriers, chez qui le sentiment d'avoir été floués et dupés pendant des années se fait jour, se transforme bientôt en colère. Après une série d'explosions sociales et d'affrontements avec la police où se mêlent chômeurs et ouvriers à Caen, Rouen, Nantes, St-Chamond, c'est avec la colère des sidérurgistes menacés de milliers de licenciements que les luttes ouvrières reprennent une force nouvelle. Après avoir dénoncé les éléments irresponsables et provocateurs à Longwy, et alors qu'on assiste à des tentatives de débordement de l'appareil syndical et d'auto-organisation des luttes, la gauche et les syndicats préparent le sabotage de la marche des sidérurgistes sur Paris en faisant reprendre le travail dans tous les secteurs en grève de la région parisienne (banques, assurances, SFP, hôpitaux), en faisant la chasse aux "autonomes" et en ouvrant la voie à la police contre les manifestants. Mais à partir de là pour la gauche et les syndicats, un changement d'attitude s'opère et la stratégie de gauche dans l'opposition, à l'ordre du jour pour l'ensemble des bourgeoisies "démocratiques" pour mieux faire face à la montée des luttes ouvrières, devient plus évidente, renforcée qu'elle est par la conscience de la nécessité de se mêler aux luttes. D'autant plus qu'à Denain, Dunkerque, et dans la lutte des résidents immigrés des foyers Sonacotra, c'est un timide embryon d'auto-organisation de la lutte face à la gauche et aux syndicats qui s'amorce.

Ces lors, l'entreprise de division ouvrière, de l'intérieur même des luttes, où les syndicats jouent un rôle de premier plan, se fera tous azimuts. Des sections syndicales se placent à la tête de commandos pour s'affronter à la police, et tenter d'entraîner les ouvriers combattifs dans une violence minoritaire sans issue et ainsi les couper de l'ensemble de la classe.

Ces mêmes syndicats se font accepter dans la lutte des foyers Sonacotra pour l'isoler dans des problèmes d'immigration et renforcer la séparation immigrés-non immigrés. Ils poussent à la corporatisme de la grève des aiguilleurs du ciel ou de l'EDF et à leur dénigrement en marquant une distinction entre travailleurs bien payés ou mal payés, qualifiés ou non qualifiés.

Ils tentent de noyauter les comités de chômeurs qui se forment, en les enfermant sur le terrain spécifique du chômage. De la crise dans les bassins sidérurgiques, ils mettent en avant une propagande localiste, régionaliste et chauvine : "vivre et travailler au pays".

Ils suscitent de faux débats "démocratiques" dans les luttes : "choisir le terrain de l'usine ou le terrain de la rue", pour empêcher que les véritables questions ne soient posées, c'est à dire : comment et pourquoi on se bat. Néanmoins commence alors à apparaître de plus en plus clairement ce que nous énoncions dans RI n°61 : "le sabotage des luttes par le syndicat est une réalité à laquelle se heurtent toutes les luttes ouvrières... Ils ont démontré dans les faits la nécessité et la possibilité de se débarrasser du carcan syndical... de mettre sur pied des assemblées générales ouvertes à tous les prolétaires pour organiser, contrôler, diriger leur combat".

Mais alors que le mouvement des sidérurgistes et des foyers Sonacotra est en pleine décomposition, le nombre de grèves s'accroît bien qu'elles deviennent de plus en plus minoritaires. Dès qu'ils le peuvent, les syndicats lancent les ouvriers dans des opérations commandos, des manifestations chauvines (déverser du minerai allemand sur les voies ferrées, défense de l'outil de travail, sauver le France, le Concord, promouvoir le TGV, etc) et multiplient les journées d'action ("contre l'austérité", "contre la répression") sans grand succès.

De façon plus globale, la CFDT lance une opération de "recentrage", tandis que la CGT adopte un langage de plus en plus radical. L'agitation syndicale vise avant tout dès lors à écarter la classe ouvrière de toute lutte réelle, de vider les grèves de tout sens, alors que l'on constate que les effectifs syndicaux ont fondu de moitié entre 74 et 80. Le CNPF s'inquiète dans une note destinée aux cadres supérieurs, il s'émeut du fait que les syndicats perdent leurs plumes, les militants ont la déprime, le gauchisme est moribond.

Le même désintérêt envers la politique bourgeoise s'exprime dans toute la période électorale, même si l'élection de Mitterrand faisait pour peu de temps renaître certaines illusions.

ET MAINTENANT ?

Le passage de la gauche au pouvoir, loin de pouvoir contrebalancer les tendances qui se sont de plus en plus affirmées dans la classe ouvrière tout au long de ces dernières années, ne peut que les amplifier. La réalité actuelle et les "rigueurs" imposées par la gauche (blocage des salaires, prestations familiales, indemnités de maladie et des allocations chômage, assurances chômage pour les fonctionnaires, plans de licenciements dans des secteurs tels que la sidérurgie et l'automobile), le tout accompagné d'un renforcement sans précédent de l'appareil répressif, ne peuvent que projeter une lumière encore plus crue sur le rôle qu'ont joué la gauche et les syndicats au cours de ces dernières années.

C'est forte de cette expérience que la classe ouvrière en France abordera la période qui vient.

Y.D.

deux armes au service de l'Etat

(suite de la page 1)

L'attentat de la rue des Rosiers a provoqué la stupeur et l'indignation des mass-médias de l'appareil d'Etat : "Peur à Paris" "Paris sous les bombes" "La tuerie" "L'infamie, l'horreur, la lâcheté" ont été le titre des journaux pendant quelques jours.

Pourtant depuis toujours et chaque jour davantage, il y a des raisons pour que les mass-médias s'indignent : l'infamie, la barbarie, la terreur sont le lot quotidien de la majorité de l'humanité. Et la cause n'en est pas une quelconque organisation terroriste, mais le système économique lui-même, basé sur l'exploitation, le profit dont la seule bénéficiaire est la bourgeoisie. Avec la crise économique qui secoue le capitalisme à l'échelle mondiale actuellement, cette classe ne peut que contraindre un nombre grandissant d'humains à vivre dans la peur, la faim la déshumanisation, la guerre.

La bourgeoisie n'est ni surprise ni indignée par les crimes et la violence qu'elle instaure et dont elle vit. Par contre en dénonçant le terrorisme elle se présente comme son contraire, juste, bonne, pacifiste, humaniste. Et c'est pour mieux cacher la véritable terreur qu'elle impose à l'humanité qu'elle agite l'épouvantail sanglant du terrorisme.

Le terrorisme a toujours été utilisé

par la bourgeoisie quand elle en avait besoin : la guerre de 1914-18 a eu comme prétexte pour éclater, l'assassinat de Sarajevo. Aujourd'hui la guerre du Moyen-Orient a comme prétexte l'assassinat de l'ambassadeur d'Israël à Londres. Ces actes minoritaires qui n'ont pas fait à eux deux plus de cinq victimes ont servi de prétexte à deux conflits qui ont provoqué 20 Millions de morts pour la première guerre mondiale et des dizaines de milliers au Liban.

La bourgeoisie a également utilisé le terrorisme pour parvenir à d'autres fins : par exemple, en 1970, tandis que les ouvriers polonais entraient en lutte directe avec l'Etat "socialiste", étendaient leurs grèves et se faisaient massacrer par centaines, la presse et les partis d'Europe polarisaient l'attention du prolétariat sur la pendaison de 4 militants autonomistes basques par l'Etat franquiste espagnol. Le franquisme les assassinaient au nom de l'anti-terrorisme espagnol, tandis qu'en France, on faisait manifester les ouvriers au nom de l'anti-terrorisme, du fascisme. Mais le massacre des ouvriers polonais - seul vrai problème pour la bourgeoisie et pour le prolétariat - resta dans le silence de la presse.

Nous pouvons donc nous poser la question : "à qui profitent les crimes dénoncés par la bourgeoisie ?"



François Mitterrand et Gaston Defferre à la synagogue de la rue Pavée

DERRIERE LES LARMES DE CROCODILE DE CES GANGSTERS, DE CES "TERRORISTES" DE L'ETAT BOURGEOIS, ET L'HYPOCRITE DECHAINEMENT DE LEUR MEDIA, LA MISE EN PLACE D'UNE VERITABLE TERREUR POLICIERE CONTRE LA CLASSE OUVRIERE.

L'UTILISATION DE L'ATTENTAT PAR LA BOURGEOISIE FRANCAISE

Actuellement, la bourgeoisie mondiale est confrontée à deux problèmes : la crise économique et la préparation de la 3ème guerre mondiale. Dans ce cadre, l'actuelle guerre du Liban a pour principal but d'assurer l'hégémonie du bloc US au Moyen-Orient contre l'avancée du bloc russe en Afghanistan. L'envoi de contingents appartenant à différents pays du bloc étant nécessaire, y compris pour la France, il suffit de lire la presse pour se rendre compte que l'attentat tombe bien pour la bourgeoisie française : "Le Liban fait appel à la France" ! "La communauté juive retrouve son" Mitterrand" !

Investi d'une mission pacificatrice, à la demande même des belligérants officiels, le gouvernement va pouvoir envoyer ses troupes sans avoir l'air colonisateur de la droite, au Tchad.

Une semaine après l'attentat, d'autres préoccupations se manifestent : "la rentrée sociale" inquiète manifestement la bourgeoisie française qui a pris de fortes mesures anti-sociales pendant l'année. L'attentat lui permet de détourner momentanément l'attention du prolétariat de ce véritable problème qui ne pourra qu'empirer.

En Grande-Bretagne, nous retrouvons les mêmes problèmes : face aux difficul-

tés économiques (c'est un des pays d'Europe où il y a le plus gros pourcentage de chômeurs) et sociale (rappelons nous les événements de Brixton et les grèves ouvrières de ces dernières années), la bourgeoisie s'est retrouvée dans une situation critique. Il lui fallait détourner l'attention du prolétariat anglais, même à grand prix. La bourgeoisie n'a pas hésité à se lancer dans une guerre entreprise à grand renfort de publicité avec l'affaire des Malouines. Localement, cette anesthésie n'a pas empêché au mois de juillet les cheminots puis le personnel hospitalier d'entrer en grève, avec l'adhésion de la population. Intervient alors l'attentat de Londres contre l'ambassadeur d'Israël, exactement comme intervient celui de la rue des Rosiers en France. Les deux pays ont tous deux besoin - d'avoir un prétexte "pacificateur" pour envoyer leurs troupes au Moyen-Orient;

- de dévoyer le prolétariat du problème de la crise, de l'austérité, du chômage;

- de renforcer l'appareil d'Etat face aux réactions prolétariennes que la crise ne peut manquer de provoquer.

L'ANTI-TERRORISME : DES MESURES INTERNATIONALES CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

Les mesures de renforcement de l'Etat ont déjà été mises en place ces dernières années. Mais l'aggravation de la situation internationale tant du point de vue économique que social ne peut l'amener qu'à renforcer davantage son appareil policier.

Le renforcement féroce de l'appareil d'Etat s'est manifesté ouvertement en 77 en Allemagne. Là aussi un acte terroriste a justifié cette mise en place. Il s'agissait de l'enlèvement du patron des patrons de la RDA -Schleyer- par la

bande à Baader, qui avait provoqué un battage gigantesque par les bourgeoisies d'Europe et mis en évidence leur solidarité policière. On a vu par la suite que la police savait dès le début où était séquestré Schleyer. Mais il servait davantage mort et victime à la bourgeoisie pour justifier les mesures qu'elle mettait en place. Le scénario du terrorisme-anti-terrorisme se déroule en trois actes :

- dans un premier temps, la police provoque, ou laisse se développer des

actes terroristes pour sensibiliser "l'opinion publique" et donner une certaine véracité au danger que court "la société";

- deuxième temps: intervient, une fois l'atmosphère échauffée, un attentat, qui donnera lieu à un battage intense, répandant un sentiment de danger et d'horreur;

- le troisième tableau est l'entrée du sauveur : l'Etat. Il ne permettra pas cela, il va protéger les innocents, les "honnêtes gens" : il va renforcer sa police.

Ce renforcement est déjà important en Allemagne où plus de 6 millions de citoyens plus ou moins louches selon l'Etat sont fichés. En Angleterre, en Espagne, les gardes à vue dépassent 10 jours. Les polices internationales se transmettent les renseignements entre elles, les empreintes digitales sont également fichées sur ordinateur. En France, la loi Peyreffitte en 1980 donnait de fait tout pouvoir à la police. La gauche avait alors fait un battage sur le thème "sécurité oui, mais surtout liberté", et l'abolition de cette loi faisait partie de nombreuses promesses électorales. Mais, comme la droite, elle ne peut que l'appliquer, et on peut voir avec le discours de Mitterrand qu'elle va encore plus loin. Il lui fallait le faire en beauté, sans risque de se faire identifier à cette droite trop peu intéressée à la liberté et aux droits des travailleurs.

En dehors de la justification de la politique du gouvernement français au Moyen-Orient, le discours de Mitterrand est clair : il part du terrorisme (nous ne permettrons pas que se perpétuent de telles lâchetés, comme la guerre et le terrorisme) pour en arriver là où il veut : tous ceux qui lutteront contre "la démocratie et la République" seront mis hors la loi. C'est bien une GUERRE que la bourgeoisie mène, mais elle n'est pas contre le terrorisme : une poignée de révoltés facilement manipulables ne peuvent être un danger pour l'Etat bourgeois. En aucun cas, le terrorisme ne peut justifier toutes les mesures

prises par l'Etat aujourd'hui :

- augmentation des effectifs de police des frontières et de l'air;
- mise en place d'un fichier central qui met en relation tous les fichiers existants dans l'administration (banques, sécurité sociale) et mise en commun des renseignements des différentes polices de l'Etat. Ce qui ne va pas sans rappeler le Big Brother du roman "1984" de George Orwell : la mainmise totale de l'Etat sur tous les aspects de la vie de la population;
- nomination d'un "secrétaire d'Etat à la Sécurité Publique" qui travaillera en liaison avec le ministre d'Etat chargé de "l'Intérieur". Ceci nous rappelle un autre moment de l'histoire où la bourgeoisie a formé une police parallèle à celle existant normalement : c'était pendant la Commune de Paris.

Et c'était bien une guerre que menait alors, là aussi, la bourgeoisie ; c'était la guerre contre le prolétariat en lutte : "Tous ceux qui lutteront contre la Démocratie seront mis hors la loi".

Mais la loi, c'est celle de la bourgeoisie ; les prolétaires ont toujours été "hors la loi" car la loi de la démocratie et de la République bourgeoise ne donne au prolétariat que le droit de se taire.

Mais le renforcement policier n'a pas seulement l'aspect "technique", matériel, de ces mesures. Il a aussi un autre but, idéologique : il faut montrer qui est le plus fort, intimider. Il faut donner à la classe ouvrière le sentiment de sa propre impuissance, de l'inutilité de se battre contre une telle machine d'Etat. Il faut la décourager d'emblée.

Mais seules les réalités tranchent. La crise, l'aggravation de la misère : c'est cela la réalité de la violence et de la terreur. La "violence", la "terreur", "l'infamie", l'"horrible", "la tuerie", tant dénoncées aujourd'hui par la bourgeoisie, c'est celle-là même qu'elle nous impose et nous imposera de plus en plus si nous nous laissons intimider par la "force tranquille" de l'Etat bourgeois. La classe ouvrière a commencé à se battre. Elle ne peut que continuer, poussée par la violence même qui lui est imposée de fait par la bourgeoisie.

une vieille recette de la bourgeoisie

(extraits d'un article paru dans Bilan n°44 sept 1937)

la bombe de l'Etoile est la bombe de la "politique d'autorité"

Nous publions, ici, des extraits d'un article paru en 1937 dans BILAN, l'organe de la Fraction Italienne de la Gauche Communiste Internationale.

S'appuyant sur un attentat perpétré contre le siège du syndicat patronal, cet article traitait de la question du terrorisme et de l'utilisation qu'en fait la bourgeoisie (à l'époque sous l'égide du gouvernement de Front populaire). Même si la période dans laquelle se situaient les événements mentionnés, période où la guerre se profilait à l'horizon, est différente de celle que nous vivons aujourd'hui, période d'affrontements de classe, il est remarquable de constater l'identité des méthodes utilisées par la bourgeoisie pour justifier les mesures répressives qu'elle met en place face au prolétariat. Grâce aux attentats de la rue Marboeuf et de la rue des Rosiers et autres, Mitterand aujourd'hui, montre qu'il est le digne successeur des Blum, Chautemps et Cie.

Depuis juin 1936, le monde entier est tombé dans un cyclone tumultueux, dans des situations de guerre -nonobstant le fait que le carnage reste localisé sur quelques secteurs- et les rapports entre les classes dans tous les pays se sont contractés à un rythme vertigineux. En juin 1936, les ouvriers français déclenchaient une vague gréviste gigantesque ; en juillet 1936, les ouvriers de Barcelone et de Madrid faisaient trembler les fondements de la société capitaliste. Maintenant, la situation est complètement bouleversée et devait l'être inévitablement. Les prolétaires français ne parvenaient pas à opposer leurs mouvements au Front Populaire, les ouvriers espagnols remettaient leur destin à l'antifascisme et par là se condamnaient à subir une guerre impérialiste.

Et l'heure du bilan sonne partout. Le Front Populaire Français accouche de la répression de Chautemps, l'antifascisme espagnol massacre les prolétaires pour rétablir ouvertement la domination traditionnelle du capitalisme. Ce bilan, l'Italie et l'Allemagne peuvent le tracer également ici comme là, c'est le prolétariat qui le paye de son sang. La vague prolétarienne de juin-juillet que nous avons analysée en émettant l'hypothèse d'un réveil mondial du prolé-

ariat a donc pu être jetée partout dans des situations de guerre. Mais les difficultés mêmes des situations, le cratère bouillonnant de laves sur lequel danse le monde entier, ne permettent pas de parler d'une stabilité de la période actuelle, car si le capitalisme a pu donner sa solution aux contrastes de classes, il a ouvert les écluses qui font de la guerre le point central des événements et de la révolution, le seul moyen pouvant sortir l'humanité de cette effroyable barbarie.(...)

(...) Quelques bombes ont éclairé l'abîme où gît aujourd'hui le prolétariat français.

S'agit-il d'attentats fascistes ? De provocations policières ? Est-ce le résultat du bourrage de crâne centriste (PC) contre les 200 familles ? Qu'importe après tout ! Le fait est que ces bombes ont vu se déclencher une attaque furieuse du capitalisme contre le prolétariat. Les partis de droite veulent épurer la France de tous les "indésirables" et aboient comme des chiens enragés contre les prolétaires révolutionnaires. Les centristes veulent une "France aux français" et épaulent vigoureusement la répression contre les prolétaires étrangers ne voulant pas jurer amour et reconnaissance au gouverne-

ment du Front Populaire. Monsieur Chautemps, quant à lui, n'a pas tardé à édicter des mesures draconiennes que "notre camarade Domoy appliquera avec toute l'énergie nécessaire".

Ah ! Les faits s'enchaînent à merveille. Après la bombe de l'Etoile, l'affaire de Brest est venue justifier la campagne des socialo-centristes. Ceux qui luttent contre le Front Populaire sont les complices des lanceurs de bombes et les alliés des franquistes de Brest. Demain, l'on dira : "ce sont des trotskistes, agents de la Gestapo et le gouvernement français a raison de les frapper".

Mais une bombe n'a jamais changé la face du monde. Tout au plus, pouvait-elle précipiter un cours inévitable de situations. Le climat social de la France se chargeait d'électricité. La dévaluation de Chautemps n'était pas arrivée à renverser la vapeur car toute nouvelle politique devait débiter par une attaque frontale contre le prolétariat, ce que Chautemps préférait remettre à plus tard. Le ministre des Finances, Bonnet, avait pu présenter un programme d'économies massives, arrêter l'hémorragie d'or en donnant plus de souplesse au franc : le point crucial restait pourtant l'attitude des ouvriers vibrants en permanence sous l'effet d'une situation internationale de guerre impérialiste.(...)

Et c'est précisément dans cette situation qu'une bombe explose au siège de la Confédération du Patronat Français. C'est tout d'abord le plus profond désarroi : la droite accuse la CGP et les centristes, ces derniers accusent les fascistes. Tous tombent à bras raccourcis sur les "étrangers indésirables" et trois discours viennent, quelques jours après, préparer l'opinion publique pour les décisions de Rambouillet. Chautemps à Blois, Blum à Rouen, Bonnet à la radio

parleront du retour au calme, des "adaptations" des 40 heures, de l'augmentation de la production, de la continuation de la "pause". Domoy préparera une série de mesures contre les étrangers et il aura à ses côtés le Front Populaire italien qui dans son organe "la Voix des Italiens" saluera le statut juridique qui donnera enfin la "tranquillité" aux étrangers "amis" de la République.

Ainsi, en sera-t-il des mesures contre tous les étrangers, militants prolétaires luttant contre les duperies de l'antifascisme en restant sur des positions de classe. Que les ouvriers français prennent garde : en frappant les travailleurs internationalistes que le fascisme a obligés de fuir momentanément le gouvernement Chautemps frappera leur propre idéalité de classe. Les socialo-centristes s'efforceront bien de présenter les mesures de répression comme dirigées uniquement contre les agents fascistes, mais l'expérience prouve que, pour le centriste, est "fasciste" celui qui n'adore pas Staline et ne jure pas de défendre jusqu'au bout la démocratie bourgeoise.

Passons maintenant aux autres décisions que l'affaire de l'Etoile a fait adopter par le Front Populaire. Dans tous les domaines, le gouvernement passe à une politique d'autorité. Et tous les partis du Front Populaire peuvent impunément masquer la manoeuvre en parlant "d'autorité" contre les saboteurs du franc, de l'économie française, etc.(...)

(...) La bombe de l'Etoile est donc la bombe de la "politique d'autorité" de Chautemps et désormais les prolétaires sont avertis ; il faut qu'ils produisent beaucoup sans déclencher le moindre mouvement sous peine de se heurter à la garde-moblie.

(suite de la page 1)

La guerre mondiale n'est pas à l'ordre du jour et au-delà de cette tâche constante qui est celle de la classe dominante de toujours préparer les populations à la guerre, de conditionner la future chair à canon, de la rendre disponible et passive pour la prochaine boucherie, il y a un autre but plus urgent que poursuit la bourgeoisie mondiale. Toutes les campagnes qui tiennent le devant de la scène depuis la guerre des Malouines, relayée par le spectacle des horreurs largement et quotidiennement diffusées des massacres au Liban, le tout relayé par "l'antiterrorisme" dans toutes les métropoles industrialisées, remplissent particulièrement une tâche d'intimidation, de terrorisation de la classe ouvrière internationale qui subit directement les conséquences de la crise économique mondiale. Que cette classe ouvrière soit ligotée et baillonnée est le problème le plus immédiat et le plus important.

A peine sortis de la guerre des Malouines, ceux qui devaient être aux prises l'un contre l'autre, les prolétaires argentins et anglais, se retrouvent tous deux en lutte contre leur ennemi commun, leur seul ennemi véritable : la bourgeoisie, qu'elle soit militarisée et dictatorialiste comme en Argentine ; démocratique et musclée comme en Angleterre, et la cause de ces luttes et grèves est la même pour le prolétariat en Argentine ou les ouvriers en Grande-Bretagne : la crise économique

très profonde dans ces pays, comme partout ailleurs.

Malgré tous ses efforts dans les années 70, la bourgeoisie mondiale n'a pas réussi à réaliser les phénomènes d'hystérie nationaliste, fasciste ou

anti-fasciste, ou encore stalinienne, qui, en fondant sa main-mise idéologique sur la classe ouvrière de tous les pays du monde, avaient fondé les conditions de la seconde guerre mondiale.

Coincée dans la crise la plus profonde de tous les temps, acculée à une guerre qu'elle est contrainte de toujours plus et mieux préparer et qu'elle ne peut pourtant généraliser aux métropoles industrialisées, la bourgeoisie est historiquement sur la défensive. Même si ponctuellement et durant toute une période elle tire profit du calme social pour mener des offensives, quadriller idéologiquement et physiquement la société, elle reste historiquement dans une position DÉFENSIVE, et tant qu'internationalement elle n'aura pas réussi à créer l'union nationale, elle le restera. La lutte de classe en Pologne, aujourd'hui étouffée par le nationalisme, la religion et le syndicalisme, écrasée sous la botte militaire et policière, est venue, dans ses plus grands moments, le rappeler à ceux qui pouvaient encore en douter.

Toutes les attitudes d'intimidation relayées par le quadrillage de la population et de la classe ouvrière par la police, les partis de gauche et les

syndicats, sont plus des barrages face à la lutte de classe que des moyens de mener à l'union nationale et l'engagement mondial.

Quand le système capitaliste mondial ne fait face à sa crise qu'en s'amant militairement jusqu'aux dents et fait peser une menace sur sa propre existence et celle de toute l'humanité, il signe là la preuve éclatante de sa faillite historique.

Quand il rejette la gauche dans l'opposition pour contenir et désamorcer la bombe sociale que contiennent les luttes ouvrières et développe scientifiquement son appareil de répression, il désigne du même coup son ennemi.

L'échec des luttes et grèves ouvrières encore tout dernièrement en Angleterre après la Belgique, qui n'ont pas réussi à s'opposer aux mesures de rétorsion économiques, en particulier aux licenciements, ne préparent elles-mêmes que les conditions de mouvements plus vastes.

Dans ces échecs, ce n'est pas la lutte de classe qui est enterrée, mais les inévitables illusions démocratiques, corporatistes et nationalistes qui, les unes après les autres, s'effondrent dans une situation générale qui reclame, elle, une réponse à son niveau, une réponse globale, dégageant une perspective, qui balaye le cloisonnement de la classe ouvrière internationale.

Lisez notre brochure

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

LA PERIODE de TRANSITION DU CAPITALISME AU SOCIALISME / 1

Le déperissement de l'Etat dans la théorie marxiste

mai 1937/200p.



au-delà du Liban, la stratégie de l'impérialisme occidental

Ainsi, une certaine visée impérialiste, est en voie de concrétisation au Liban, après la reddition de l'OLP, par l'éparpillement de ses forces. La position affirmée puis délaissée de cette dernière ne nous empêche nullement de déclarer sa part de responsabilité bourgeoise dans le carnage libanais, mais ce sont les torques impérialistes qui l'ont vaincue qui ont aujourd'hui l'initiative.

Jamais, dans cette nouvelle guerre au Moyen-Orient, la réalité ne s'est limitée à l'apparence immédiate de l'antagonisme de l'Etat capitaliste israélien et de l'ensemble non moins capitaliste OLP-Syrie. Cette guerre mettait profondément en oeuvre l'opposition impérialiste majeure entre le bloc occidental, avec Israël, et le

bloc "soviétique".

C'est pourquoi les hymnes de paix qu'on entend à présent s'élever du côté d'Israël, sont particulièrement et doublement ignobles. Infâmes, déjà, parce qu'il est répugnant d'écouter le chant des impérialistes vainqueurs au-dessus de la montagne de cadavres qu'ils ont entassés, mais abjectes, surtout, parce que la guerre au Liban ne participait en rien d'une "pacification", comme ils disent, mais s'inscrit dans une stratégie globale pour la préparation à une nouvelle guerre mondiale.

Derrière son ignominie de "pacificateur" sanglant, le général Sharon a certainement la raison avec lui quand il déclare, aujourd'hui : "une ère nouvelle s'ouvre". Oui, mais quelle ère?

VICTOIRE DU BLOC U.S. AU MOYEN-ORIENT

Le camp impérialiste occidental, inévitablement, marque un point au Moyen-Orient. La victoire d'Israël accomplit toute une partie de son plan:

- elle aboutit à un désarmement de l'OLP et à sa mise sous contrôle, à travers le fractionnement de son armée, par les différents états arabes intégrés au bloc américain : peu importe la solution que croira bon de donner maintenant le bloc à la question de la territorialité du proto-Etat palestinien, l'essentiel, pour lui, était d'obtenir une reddition militaire de l'OLP;
- elle ouvre la possibilité de la reconstitution d'un Etat stabilisé et fort au Liban, évidemment aux ordres du bloc américain. Significativement, les élections présidentielles au Liban n'ont même pas attendu le départ complet de l'OLP; elles ont porté à la tête de l'Etat, en la personne de Bachir Gemayel, un homme particulièrement connu pour son inféodation aux intérêts occidentaux. De ce point de vue, de la situation à proche terme au Liban, saute tout de suite aux yeux, en tout cas, l'odieux caractère mysti-

UNE OFFENSIVE AU DELA DU MOYEN-ORIENT

Tout ce plan n'a pu se réaliser avec une si grande force que parce que l'ensemble des intérêts occidentaux y était investi. Ce ne sont pas les armées israéliennes par elles-mêmes qui ont triomphé,

mais la volonté du bloc de l'ouest, à travers elles, milita. Sont évidemment tout à fait menaçantes et immondes les plaintes de Reagan ou de Mitterrand à l'encontre des initiatives d'Israël et de ses exactions guerrières. Israël a certes des intérêts propres à défendre, mais elle n'a agi, au Liban que sous les ordres, et n'a fait que mettre en oeuvre le super-équipement militaire dont l'Occident l'a sciemment dotée afin de lui faire accomplir des oeuvres de police impérialiste souhaitées.

L'entreprise "libanaise", nullement spontanée, vient de loin et ses implications vont bien plus loin encore, au-delà du strict Moyen-Orient pour lui-même. C'est bien l'URSS et son bloc qui sont dans le collimateur.

Elle vient de loin : nous avons montré, dans notre précédent journal, comment l'opération, mûrement préparée, découlait de toute la logique enclanchée par les accords de Camp David. Mais toute cette logique impérialiste se trouvait immédiatement accélérée par la nécessité de répondre à l'avancée militaire du bloc russe en Asie Centrale, à travers l'Afghanistan. D'une part; et de l'autre, et en liaison, par l'obligation de combler le trou creusé dans le dispositif impérialiste occidental par la crise iranienne. Même, en effet, si l'URSS ne peut pas espérer faire basculer l'Iran dans son camp, la catastrophe iranienne détermine un affaiblissement de l'impérialisme de l'ouest aux frontières inter-blocs.

L'affaire "libanaise" fait partie d'une stratégie de haute volée dont les

articulations, aujourd'hui bien apparentes, sont les suivantes :

- achever l'extirpation de toute base d'influence du bloc "soviétique" au Moyen-Orient. Réassurer la capacité impérialiste de cette région, en l'appuyant sur des Etats forts : Israël, l'Arabie Saoudite et l'Egypte. Dans cette visée, il n'est pas absurde de conjecturer qu'un effort particulier va à partir de maintenant être accompli en direction de l'Iran, par l'intermédiaire ou non de l'Irak, d'Israël ou d'autres;
- disperser la pression impérialiste "soviétique", en l'attaquant sur tous ses territoires d'application. Il ne saurait y avoir de hasard dans la coïncidence de la guerre au Liban avec la réactivation des guerres contre les régimes pro-russes, au Mozambique et en Angola; avec l'aide plus importante accordée pour l'armement du Maroc dans le problème mauritanien, en compensation, d'ailleurs - et ceci est lourdement significatif - au droit pour les USA de se réinstaller sur les bases militaires qu'ils avaient occupées au Maroc, avant 1960; avec l'effort plus soutenu afin de stabiliser la situation tchadienne. L'action éthiopienne en Somalie, intervenant au même instant et sous l'impulsion évidente de l'URSS suffit en elle-même pour prouver la réalité de la contre-poussée occidentale, et à montrer que le bloc "soviétique" est parfaitement avisé du projet de son adversaire;
- constituer, de l'Afrique à l'Asie, une vaste ligne d'encerclement de l'URSS, sur les fronts méridional et oriental. Dans cette optique, le capitalisme américain a accédé de manière spectaculaire son aide

militaire au Pakistan, base arrière de la résistance afghane. D'intenses efforts diplomatiques sont déployés par les occidentaux au-

près de l'Inde de Mme Gandhi, qui ne retire pas de sa souplesse pro-"soviétique", tous les fruits qu'elle en escomptait.

UNE REPONSE AU COUP DE KABOUL

Le sens le plus complet, le plus global, de la poussée impérialiste occidentale, c'est la réponse au "coup de Kaboul", de Décembre 79.

Une différence entre le "coup de Kaboul" et l'opération Liban 82 existe cependant, car si du premier côté il s'agissait directement d'une progression militaire au-delà des lignes de campement assignées par les accords de Yaïta, du second côté, il est surtout question d'un réaffermissement du contrôle de l'impérialisme occidental sur toute une zone stratégique.

Toutefois, cette solidification prend des aspects qui, en eux-mêmes, revêtent une charge agressive nouvelle, dévoilée comme telle pour l'instruction de l'URSS. Dans ce sens, et même si l'impact n'est pas exactement placé à un égal niveau d'importance avec l'invasion militaire de l'Afghanistan, le "coup de Beyrouth", pris dans son contexte global, constitue un pas très effectif dans l'accomplissement des préparatifs impérialistes de l'ouest pour une troisième guerre mondiale.

Le "coup de Beyrouth", de ce point de vue, représente bien plus que l'imposition de l'ordre impérialiste occidental dans les pays du Levant. A travers l'envoi massif au Liban de forces américaines, italiennes et françaises, dites d'"interposition", c'est véritablement l'intention des grandes puissances capitalistes de l'ouest de se réimplanter militairement et directement dans le secteur, qui est affichée. De toutes les façons, le clair projet qui

LE FREIN DE LA CLASSE OUVRIERE

Ainsi le bloc impérialiste de l'ouest met aujourd'hui tout le paquet, c'est pourquoi quelques monceaux de morts au Liban n'ont pas pour lui d'importance. Particulièrement candides se montreraient ceux qui porteraient crédit à une certaine propagande tendant à faire accroire que le rééquilibrage du rapport militaro-impérialiste au profit du bloc de l'ouest éloignerait le risque de guerre. Tout au contraire, la nouvelle ère qui, pour reprendre les termes de Sharon, s'ouvre maintenant, ne peut que porter les tensions inter-impérialistes à un palier supérieur d'accuité. On peut dire que plus le bloc russe est encerclé, plus cela augmente pour lui la nécessité de desserrer l'étau. Et les seuls moyens qui demeurent à sa disposition aujourd'hui sont justement des moyens militaires.

C'est la crise capitaliste, foncièrement, qui détermine l'exacerbation nouvelle des tensions inter-impérialistes et réactive la menace de guerre mondiale. Le capitalisme est aujourd'hui tout entier, par sa tendance mortelle, aspiré vers la guerre, et la bourgeoisie ne l'ignore plus.

Sous cet angle, apparaissent notablement mystificatrices les déclarations de tel Begin selon quoi : "une longue période de paix se présente". Plus odieuses encore les miniques humanistes de Mitterrand, Reagan et autres Spadolini, appelant à la "concorde", à la "justice", à la "construction de l'avenir" et regrettant "les victimes innocentes". Monstrueusement abjectes sont les arguments invoqués pour justifier l'opération anti-OLP : "nettoyer la région de la racaille terroriste"; "offrir aux populations une paix qu'elles n'avaient plus goûtée depuis longtemps".

Une considérable propagande a été déployée pour légitimer l'action d'Israël et les récriminations de Reagan et de Mitterrand contre la conduite de la guerre et les exactions militaires de l'Etat hébreu n'étaient feintes que pour mieux en assurer l'impact. Mais si justement la bourgeoisie démontre un tel besoin de propagande, cela signifie qu'elle sait la voie non libre pour élargir la guerre. Au travers

se dessine pour le Moyen-Orient, c'est celui de sa militarisation.

Dans tout rapport de forces inter-impérialistes, un gain de l'un des camps correspond à, et détermine un affaiblissement de la partie adverse. Il est ainsi vrai que le progrès du bloc impérialiste américain intervient dans un moment où l'URSS et son camp, en prise à des difficultés économiques hurlantes, manquent de moyens pour le parer. Pourtant, si l'initiative occidentale peut vraiment s'interpréter comme une attaque portée à l'adversaire, c'est surtout en tant que l'épure de la situation au Moyen-Orient constitue :

- un rattrapage du temps perdu au cours de ces dernières années. Sous ce rapport l'opération "libanaise" prend vraiment l'allure d'un coup violent frappé sur la table;
- le moyen d'édifier un blockhaus moyen-oriental qui passe pendant au dispositif militaire avancé du bloc "soviétique", en Afghanistan.

Par l'entreprise "libanaise", le bloc américain est en mesure de compenser le handicap subi du fait de l'Iran, et c'est dans ce sens limitatif, et non en raison d'un progrès territorial nouveau, qu'il marque sans doute aujourd'hui un avantage et une reprise d'initiative contre l'antagoniste "soviétique".

de cette voie, se dresse en effet l'obstacle prolétarien.

Le n'est pas à la destination principale du prolétariat du Moyen-Orient qu'elle s'est développée, car dans ces pays, la classe ouvrière, faible et depuis longtemps embrigadée dans les entreprises guerrières et nationalistes des différentes bourgeoisies, OLP comprise, ne pouvait que subir la propagande. Si le prolétariat représente une force sociale capable de faire frein sur la pente à la guerre du capitalisme, c'est à un niveau mondial. Cette potentialité, l'exemple en Pologne l'a déjà soulignée aux yeux de la bourgeoisie, mais c'est encore plus dans la situation indomptée de la classe, dans les pays centraux du capitalisme, qu'elle réside, d'autant plus menaçante que la crise s'universalise. Ainsi l'ampleur de la propagande autour de l'opération "libanaise" s'adresse d'abord à la classe ouvrière des grands pays capitalistes. Dans ce sens, l'utilisation idéologique de la guerre au Liban, s'inscrit parfaitement à la suite de la campagne malouine et revêt le même but : dévoyer le prolétariat du chemin de la lutte, le déboussoler, l'intimider, et surtout délier, dans sa conscience, tout rapport entre la crise capitaliste, dont il subit les effets cruels, et la guerre.

Pourtant l'impact de cette propagande est loin d'être assuré sur le prolétariat, car même en Israël, plusieurs réactions ouvrières, en elles-mêmes atomisées et non situées sur un terrain de classe, ont été sinon suffisantes, évidemment, pour s'opposer à la guerre au Liban, assez réelles pourtant pour indiquer les limites de l'attaque bourgeoise sur l'ensemble de la classe ouvrière, dans la situation d'aujourd'hui.

Tout repli de la lutte ouvrière mondiale, comme c'est le cas aujourd'hui, est mis à profit par la bourgeoisie pour pousser ses préparatifs de guerre. Le prolétariat doit en être averti, mais la dépense idéologique de la bourgeoisie est une des preuves que la perspective est toujours en faveur de l'alternative révolutionnaire prolétarienne à la crise de la société.

LA BOURGEOISIE RESSERRE LES RANGS

(suite de la page 3)

En effet, le spectre qui hante les nuits de la bourgeoisie, ce n'est pas la guerre (solution pour elle à sa crise) mais bel et bien la révolution prolétarienne. La dernière vague révolutionnaire, malgré son échec, a traumatisé la bourgeoisie et désormais tout sera tenté pour que ce cauchemar ne se reproduise plus. Au niveau de sa lutte contre le prolétariat, la bourgeoisie a modifié en profondeur son organisation en ayant intégré à l'Etat d'anciennes organisations ouvrières, à travers cette mutation commencée à la première guerre mondiale. On mesure donc bien ce qui constitue l'essence même du capitalisme d'Etat, la prise en compte des deux dynamiques que porte en lui le capitalisme agonisant, la guerre et la révolution.

Désormais, et cela est typique de la différence entre l'ascendance et la décadence, la bourgeoisie - du fait de la permanence de sa crise - est sans cesse obligée d'être intelligente. Cela se concrétise dans la capacité qu'a désormais l'Etat de prévenir les explosions sociales.

Désormais son unité ne se fera plus directement face au danger de la révolution, mais avant ; d'une certaine façon, cette unité, bien qu'encore renforcée en période d'intense lutte de classe (Pologne) est désormais permanente. Et cela, dans la mesure même où toute l'organisation de la société est dirigée en fonction d'un objectif : éviter et réduire au maximum les explosions ouvrières.

Encore une fois, contre tous ceux qui nous reprochent une vision machiavélique de la bourgeoisie, il faut souligner la modification essentielle qu'entraîne pour l'organisation et la "conscience" de la bourgeoisie, le fait que désormais elle possède un baromètre sur le terrain, les syndicats.

C'est aussi pour cette raison que lorsque l'on souligne l'aspect de plus en plus répressif de l'Etat, il faut faire attention et bien saisir que la répression n'a aucune chance si elle n'est pas préparée par la mystification (là encore la Pologne), c'est là aussi une différence d'avec l'ascendance où la bourgeoisie ne possédait essentiellement que la matraque pour faire face au prolétariat.

Dès lors, la vision généralement partagée par les révolutionnaires d'avant 1917, selon laquelle l'unification du prolétariat en tant que classe provoquerait la dislocation de la bourgeoisie, et donc à terme sa paralysie, est à rejeter.

Dès 1918, d'ailleurs, elle commençait à être invalidée par l'expérience historique, en Allemagne, mais aussi en Russie, entre février et octobre 1917. Conserver cette vision aujourd'hui serait une illusion dispensatrice de très cruelles leçons pour la classe ouvrière.

LA BOURGEOISIE EN POSITION DE FAIBLESSE

(suite de la page 2)

En ce sens, le passage au pouvoir de la gauche en France, constitue un affaiblissement de la stratégie de la bourgeoisie dans le monde entier : en particulier, alors qu'un peu partout dans les pays les plus avancés, la gauche dans l'opposition fait tout son possible pour apparaître comme le "vrai" défenseur de la classe ouvrière, les violentes attaques économiques et policières que la Social-Démocratie française porte et portera de plus en plus contre les ouvriers, les luttes que ceux-ci seront obligés d'engager contre elle, font beaucoup pour faire comprendre la véritable nature de la gauche et la nécessité de la combattre résolument.

Les luttes prolétariennes à venir en France, même si elles ne prennent pas d'emblée la même ampleur que celles qui se sont déroulées en Pologne entre Aout 80 et Décembre 81, auront des répercussions bien plus profondes :

- parcequ'elles ne permettront pas un déploiement semblable des mystifications démocratiques et syndicales ; au contraire, elles seront une aide puissante à leur destruction complète.
- parcequ'elles ne pourront pas être isolées de la même façon des pays les plus développés, au nom d'une quelconque "spécificité" de sous-développement ou de régime.

C'est donc une brèche, qu'en Mai 81, a laissé s'ouvrir dans son front anti-prolétarien, la bourgeoisie d'Europe occidentale et mondiale. Certes cette classe fera tout son possible pour la calfeuturer. Avec le passage inévitable du PCF et probablement d'une partie du PS dans l'opposition, elle va réocuper à court terme une partie du terrain social qu'elle a momentanément dégarni en France. Mais cela ne lui permettra pas de redresser totalement la situation. Avec ce retour tardif et précipité, les forces de gauche qui feront le pas, n'auront pas le même impact que si elles y restaient en 81. Beaucoup d'ouvriers, à qui elles raconteront qu'elles sont les meilleurs amis du prolétariat, se souviendront qu'en 81, 82, 83, elles ont

pris la responsabilité d'une attaque anti-ouvrière sans précédent. De plus, ces forces ne pourront représenter toute la gauche, puisqu'une partie importante de celle-ci, est condamnée à poursuivre la conduite des affaires du capital national, éventuellement en compagnie de centristes repentis.

L'encadrement de la classe ouvrière reposera sur des tendances socialistes de "gauche" à la force nécessairement limitée, et sur un PCF qui se refera peut-être une santé momentanée, mais dont chaque explosion sociale en Europe de l'est viendra amoindrir la force de mystification.

La France est un des pays où, à la suite du premier ressuscitement des luttes entre 68 et 73, et du fait du mouvement en Mai 68, la mystification de gauche a été employée le plus systématiquement et massivement contre la classe ouvrière.

Durant les années 70, l'offensive bourgeoise s'est déployée efficacement sur le thème de l'"alternative de gauche", de "l'union de la gauche", du "Programme Commun"; certes, cette mystification s'est partiellement usée à la longue. Mais en mai 81, elle avait encore conservé une force indiscutable. Nous vivons maintenant un moment où les illusions cultivées pendant 10 ans, celles de "l'alternative" comme celle de "l'union", sont en passe d'être balayées : plus fortes elles auront été, plus dure sera leur chute. Et cette chute des illusions dépassera les frontières de la France.

En mai 68, la grève générale en France avait donné le signal de la reprise prolétarienne dans les autres pays d'Europe. Aujourd'hui, se développent les conditions pour que la classe ouvrière de ce pays joue un rôle similaire dans un nouvel assaut général qui éclipsera en puissance celui de la fin des années 60 et du début des années 70. Au prolétariat de tous les pays de mettre à profit par sa combativité la faiblesse où s'est mise la bourgeoisie mondiale dans une de ses principales métropoles.

Vie de l'organisation réunions publiques

MALGRE L'OFFENSIVE DE LA BOURGEOISIE (pacifisme, Malouines, anti-terrorisme) : L'INITIATIVE DEMEURE AU PROLETARIAT.

voir les dates et lieux ci-dessous.

CLERMONT FERRAND : Réunion Publique le 24/9 à 20h30 à l'ancien lycée Blaise Pascal.

LYON : Réunion Publique le 17/9 à 21h, au 3 rue Diderot, Lyon 1er. Permanence le 21/9 à 18h, à la même adresse.

MARSEILLE : Réunion Publique le 24/9 à 21h, au 205 rue Ste Cécile, Marseille 5ème.

NANTES : Réunion Publique le 11/9 à 17h, au centre social des Bourceries (Nantes-Chantenay) Permanence le 3/9 à 20h 30 à la même adresse.

TOURS : Réunion Publique le 2/10 à 17h, au 43 rue Lamartine. Permanence à 14h30 même jour, même adresse.

TOULOUSE : Réunion Publique le 24/9 à 21h, à la Cité Universitaire de l'Arsenal, bâtiment C.

Permanence : tous les vendredis sauf celui de la Réunion Publique à 18h30 au Bar "Le Colbert", avenue St Exupéry, Pont des Demoiselles. Contacts-Diffusion au marché, sur le Bd (près place Jeanne d'Arc) les 1er et 3ème jeudi du mois au marché aux Puces (St SERNIN) de 11h à 13h.

A PARIS ET MONTPELLIER, LES REUNIONS PUBLIQUES AURONT LIEU SUR LES THEMES SUIVANTS :

PARIS Réunion publique le 11-9 à 17h, sur le thème : l'anti-terrorisme, une arme au service de la bourgeoisie.

au 27 avenue de Choisy, Paris 13ème Permanences tous les samedi, sauf celui de la réunion publique, à 16h à la même adresse.

MONTPELLIER Réunion publique le 18-9 à 17h, salle "La Gerbe", 17 bis rue Chaptal, sur le thème : pas de sacrifices pour l'économie nationale". contact-diffusion : le 18-9 de 11h à 12h 30, au marché aux puces, place des Arceaux.

publications du CCI

REVOLUTION INTERNATIONALE R.I. BP 581 75027 PARIS CEDEX 01

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE CP 469 80 100 NAPOLI ITALIE

WERELDREVOLUTIE (Hollande) Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM NEDERLAND

WORLD REVOLUTION BM BOX 869 LONDON WC 1 N, 3 XX GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION (RFA) Postfach 410308, 5000 KÖLN 41

ACCION PROLETARIA (Espagne) écrire à l'adresse de R.I.

INTERNATIONALISME (Belgique) BP 13 Bruxelles 31 1060 BRUXELLES

INTERNATIONALISM (USA) P.O. BOX 961 Manhattanville Station 365 West 125th Street NEW YORK, NY 10027 USA

INTERNACIONALISMO Apartado 20674, CARACAS 1020 A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION BOX 21106, 10031 STOCKHOLM SWEDEEN (SUEDE)

brochures

- Les syndicats contre la classe ouvrière (5 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Nation ou classe (4 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Plateforme de REVOLUTION INTERNATIONALE (4 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Organisations communistes et conscience de classe (4 F + 3 F)
- La décadence du capitalisme (10 F + 6 F)
- Le Trotskysme (6 F + 3 F) (recueil d'articles)
- Sur la POLOGNE (recueil d'articles) - épuisé
- L'Etat dans la période de transition (12 F + 6 F)
- Plateforme et Manifeste du C.C.I. (4 F + 3 F)
- La Gauche communiste d'Italie (30 F + 12 F)

abonnements

ABONNEMENTS COUPLES 12 numéros du journal et 4 numéros la REVUE INTERNATIONALE :

ETRANGER PAR AVION 100 F 110 F

ABONNEMENTS SIMPLES 12 numéros du journal :

ETRANGER PAR AVION 55 F 70 F

ENVOIS SOUS PLIS FERMES :

ABONNEMENTS COUPLES

FRANCE ETRANGER PAR AVION 110 F 110 F 140 F

ABONNEMENTS SIMPLES

FRANCE ETRANGER PAR AVION 60 F 70 F 90 F

Abonnements et versements à : R.I. CCP 2023302 X PARIS

Directeur de Publication : D. VAN CELST - n° de commission paritaire : 54 267

DIFFUSE PAR LES NMPP

Imprimerie G TAUTIN, 4, passage Dieu - PARIS 20e

lisez la revue internationale

sommaire du n°30

LA GUERRE DES MALOUMINES

POURQUOI L'ALTERNATIVE GUERRE OU REVOLUTION

CRITIQUE DE BOUKHARINE (2)

CRITIQUE DE "LENINE PHILOSOPHE" de PANNEKOEK (Internationalisme, 1948), (4)

Courant Communiste International

lisez notre brochure

Contribution à une histoire du mouvement révolutionnaire

LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE

30F



Courant Communiste International

effondrement du capitalisme

la bourgeoisie resserre les rangs

Il est indispensable pour le prolétariat de comprendre en permanence les mouvements de la classe ennemie. Le premier principe, c'est de ne jamais sous-estimer l'ennemi. La période décadente qui s'ouvre avec le début de ce siècle est la période de crise historique du capitalisme, celle où les contradictions ont pris une ampleur considérable. Mais c'est aussi la période où la bourgeoisie est encore plus unie, plus concentrée, où elle a intégré dans l'appareil d'Etat les anciennes organisations ouvrières.

Certes les divergences d'intérêt existent toujours dans cette classe basée sur la concurrence. Mais fondamentalement, ces divergences sont reléguées au second plan, comme une survivance du passé. Dans la période du capitalisme d'Etat, le prolétariat trouve en face de lui une classe dominante unie, qui a de plus la capacité d'utiliser de fausses divergences pour mystifier le prolétariat et lui donner de fausses alternatives.

L'entrée dans la première guerre mondiale des principales puissances capitalistes de la planète met en évidence les limites qu'a atteint le capitalisme au cours de son développement.

Une fois le secteur capitaliste étendu à l'ensemble de la planète en tant que mode de production dominant, la concurrence s'exacerbe jusqu'à un degré de concurrence inconnu jusqu'alors, pour la conquête des derniers secteurs pré-capitalistes. La première bouche-rie inter-impérialiste généralisée, résultat direct de ce processus, va voir se développer un phénomène jusqu'alors latent, à savoir le capitalisme d'Etat. En effet, "à mesure que la guerre prenait un caractère total et que les uns après les autres tous les secteurs de la vie économique étaient touchés, l'Etat étendait de plus en plus le domaine de sa compétence." (Sternberg : "Le Conflit du Siècle").

L'étatisme plonge ses racines dans la lutte contre les propres contradictions du système. La capacité de l'Etat à assumer l'ensemble des tâches devient dès lors dans la guerre une question de survie pour le système. C'est que dès lors, toute la vie de la bourgeoisie est dominée par la perspective d'une nouvelle guerre impérialiste, seule issue possible à la concurrence. Etant donné que le capitalisme est incapable de créer de nouveaux débouchés solvables pour répondre à une crise devenue permanente, chaque nation est consciemment obligée de centraliser et de rationaliser son économie sous la tutelle de l'Etat. Comprendre l'essence du capitalisme d'Etat, c'est comprendre que la décadence signifie une menace permanente contre la survie même du système, via la crise économique et son issue dans la guerre, et via la menace de la révolution prolétarienne. A partir de là on peut mesurer à la fois la violence extrême des contradictions du mode de production capitaliste à son déclin, et comment la classe dominante est contrainte (sous peine de mort) de

dépasser ses propres divisions et antagonismes pour faire face à la menace de dislocation de son ordre. Cette menace latente modifie profondément la vie et la conscience d'elle-même de la bourgeoisie.

C'est sous l'aiguillon de la peur que la bourgeoisie comprend que quelle que soit la violence de ses antagonismes internes (concurrence), elle doit, sous peine de disparition, et à tout prix, réaliser une certaine unité.

Ainsi, sur le plan économique, le capitalisme d'Etat n'est rien d'autre que la tentative de contenir, d'encadrer une économie que les lois du marché et de la libre concurrence mènent tout droit à la faillite. L'économie de guerre et sa permanence depuis les années 30 est la concrétisation de la menace qui pèse constamment sur la bourgeoisie dans la décadence. Le capitalisme d'Etat, loin de constituer une nouvelle possibilité, un mode d'expansion du capital, est essentiellement le mode de vie d'un système sur la défensive. Cela modifie en profondeur le rôle et la vie des diverses fractions de la bourgeoisie ; elles cessent d'être les représentants d'intérêts particuliers pour devenir des représentants de l'Etat auprès des divers secteurs de la société qu'elles sont censées représenter. Ainsi, désormais, aucun parti n'est avant tout l'expression d'une option économique particulière ou d'un secteur particulier de la bourgeoisie, mais ils tendent de plus en plus à n'être que les diverses facettes de l'intérêt du capital dans sa globalité. Est-ce à dire que désormais les divergences au sein de la bourgeoisie disparaissent ?

Pour examiner cette question plus en détail, nous allons examiner ce qui se passe dans les pays développés, dans les pays du Tiers-Monde et dans les pays de l'Est.

A l'image de la violence de la crise économique qui les frappe, les pays du Tiers-Monde connaissent les convulsions politiques les plus violentes, les

coups d'Etat incessants en sont la vivante illustration. On peut résumer à trois grands domaines les clivages de la classe dominante.

1. Les clivages économiques : cela se manifeste par la lutte entre l'oligarchie foncière et la très faible bourgeoisie industrielle. Cependant, ces contradictions sont directement prises en charge et encadrées par le seul corps social cohérent, l'armée. Celle-ci arrive toujours plus ou moins à imposer le point de vue de l'intérêt du capital et du bloc impérialiste de tutelle.

2. Le choix du bloc impérialiste, principal point d'achoppement des hautes de la bourgeoisie. L'armée en est le lieu privilégié. Ce qu'il faut noter ici, c'est que l'extérieur (la pression, la puissance des blocs impérialistes) prend toujours le pas sur le facteur intérieur.

3. Enfin, le dernier clivage, les conflits de cliques particulièrement violents vue la faiblesse du sous-sol économique.

Dans le bloc de l'Est, la structure économique est la parfaite illustration de la décadence, dès lors, l'Etat, quelles que soient les contradictions souvent violentes, internes à la bourgeoisie, canalise dans un corset de fer l'ensemble de ses contradictions pour faire face à l'autre bloc impérialiste et à la menace sociale.

Quant aux pays développés du bloc de l'Ouest, les divergences fondamentales de la bourgeoisie ne concernent pas tant des options économiques différentes que les moyens de faire face à la crise. Cependant, avec l'accélération de l'histoire, ces divergences passent à un plan tout à fait secondaire comme on va le voir plus loin.

En effet, le primat de l'exécutif dans la décadence sur le législatif signifie deux choses essentielles :

- que quel que soit le parti au pouvoir, et la spécificité de ses options, il est obligé d'appliquer les orientations globales du capital national (ainsi, De Gaulle, militaire et partisan de l'Algérie française mène à bien la décolonisation et remet au pas l'armée qui s'oppose à l'indépendance) ;

- ce sont les instances de l'Etat avec ses multiples commissions qui décident vraiment et non les partis. C'est dans l'appareil d'Etat que se concentrent, se coordonnent les divers secteurs de la classe dominante. C'est là que l'intérêt global du capital exerce toujours sa prédominance sur les intérêts particuliers (par exemple, les multiples commissions parlementaires dans les pays "démocratiques").

C'est pour cela, qu'en dernier lieu, même si cela peut présenter à un moment ou à un autre une entrave, le fait que le secteur de tel ou tel parti n'a pas bien saisi les contraintes de l'intérêt global, reste un inconvénient secondaire, parce que d'abord, la bourgeoisie classe exploiteuse, a toujours délégué son pouvoir à une minorité et qu'il suffit dès lors qu'une minorité comprenne quelles sont les nécessités de la situation et qu'ensuite, en dernière instance, l'intérêt de la survie globale du système triomphe toujours.

si d'ailleurs une bourgeoisie nationale est défaillante, c'est directement au niveau international que le problème est pris en charge. En effet, face à l'ampleur de sa crise dans la décadence, la bourgeoisie est contrainte de déroger au principe de la souveraineté nationale (cadre naturel de son développement historique). L'existence de blocs est l'expression directe de cette contrainte. A leur tour, l'existence des blocs modifie en profondeur la vie de la classe dominante, c'est directement à un niveau mondial qu'elle conçoit désormais la défense de ses intérêts. Les organismes comme le FMI, le GATT, le COMECON sont chargés d'assurer un minimum d'ordre dans le monde où l'anarchie capitaliste et la loi de la jungle règnent en maîtres. C'est fondamentalement au niveau militaire que les blocs pèsent de tout leur poids, c'est l'alpha et l'omega de leur existence. Loin d'être l'expression d'une alliance fraternelle et harmonieuse, les blocs sont le reflet d'une contrainte et d'un rapport de forces. Dans le bloc de l'Est, la réalité apparaît sans fard.

L'URSS occupe militairement ses "alliés" et les pile sans vergogne. Dans le bloc de l'Ouest, les choses semblent plus complexes, ici l'aspect militaire s'intègre dans un vaste ensemble économique et c'est dans l'interpénétration des aspects financiers, économiques et militaires que la tutelle des USA s'exerce. Certains aujourd'hui semblent découvrir des contradictions au sein des blocs. C'est qu'ils ont mal saisis, ce qui constitue l'essence des blocs impérialistes, la contrainte et la loi du plus fort. Ces contradictions, ces rivalités, seule la guerre peut leur donner un exutoire, et c'est pour cette raison que c'est d'abord et avant tout au niveau des aspects militaires que les blocs renforcent leur cohésion.

Cependant, tant que l'on reste au niveau des contradictions de la bourgeoisie, on ne peut pas vraiment saisir comment la bourgeoisie arrive à réaliser une unité, malgré la violence de ses contradictions. Seule la question sociale, et en son centre la menace du prolétariat, permet de comprendre pourquoi et comment la bourgeoisie est plus unie dans la décadence qu'elle ne l'a jamais été auparavant.

(suite page 7)

REVOLUTION INTERNATIONALE

est la publication en France du Courant Communiste International

nos positions :

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

■ Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires" "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "luttres de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

■ NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.